



Décision individuelle N° 2020-226

Pétitionnaire : société HBG France (marque Hélicoptères de France)
pour le compte du CAF – M. Fournier (gérant de refuge)
Adresse : Siège d'exploitation - Aéropole BP1, 05130 TALLARD
Nature de la demande : survol d'aéronef motorisé à moins de 1000 mètres du sol en cœur de Parc national
Intitulé du projet : héliportage de restes de bois issus du chantier du lac de la Fous
Localisation : refuge de Nice (commune de Belvédère, 06)

La directrice de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4-1, L.331-26, R.331-19-2 et R.331-68,

Vu le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment ses articles 3 et 15,

Vu le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la Charte modifiée du Parc national du Mercantour, notamment les modalités 3 et 29 d'application de la réglementation dans le cœur,

Vu la décision n°2020-208 du 03 août 2020 autorisant la société HBG France à procéder à des héliportages au lac de la Fous jusqu'au 21 août 2020,

Vu l'arrêté ministériel du 14 mai 2020 portant nomination de la directrice de l'établissement public du Parc national du Mercantour,

Considérant la demande formulée en date du 18 août 2020 par Monsieur Fournier, gérant du refuge CAF de Nice,

Considérant que le refuge de Nice est un établissement commercial autorisé au titre de l'annexe 5 de la charte du Parc,

Considérant que la demande porte sur l'héliportage de chevrons de bois et autres restes de même nature issus du chantier EDF réalisé au lac de la Fous, pouvant servir à des petits aménagements intérieurs ou de bois de chauffage pour le refuge,

Considérant que la demande est mutualisée avec les héliportages préalablement autorisés par la décision n°2020-208 sus-visée,

DÉCIDE

Article 1 : Identité du bénéficiaire – Nature de la demande

La société HBG France (marque Hélicoptères de France) [n°SIREN : 320 228 570], représentée par Monsieur BLANC Renaud, Président directeur, est autorisée à effectuer un survol à moins de 1000 mètres du sol dans le cœur du Parc national, dans l'objectif d'approvisionner le refuge de Nice en bois.

Article 2 : Prescriptions

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

2.1 Éléments d'identification

nom du pilote : RINGOT Benoît
type d'appareil : hélicoptère Ecureuil AS-350-B3
n° de l'appareil : F-HMGM

2.2. Le survol sera effectué conformément au plan de vol annexé à la présente.

Le survol des « zones sensibles », telles que figurées aux plans de vol annexés, est interdit dans la zone cœur de Parc national en-dehors de l'itinéraire autorisé.

L'appareil devra rester dans l'axe de la vallée, en privilégiant la plus basse altitude possible au regard de la sécurité du transport, sans déport sur les versants.

2.3. Le nombre total de rotation autorisée ne devra pas excéder 1 rotation.

2.4. A l'aplomb du Mur des Italiens, l'aéronef devra respecter une altitude plancher de 300 m sol, soit 2300 m d'altitude NGF minimum.

Article 3 : Durée

La présente autorisation est délivrée pour le mercredi 19 août 2020.

En cas de force majeure, le report des survols **après cette date** est autorisé sous réserve d'informer le service territorialement concerné du Parc national du Mercantour par écrit et 24h à l'avance.

Contacts :

chef de service par intérim : LURION Raphaël (raphael.lurion@mercantour-parcnational.fr)

service (général) : vesubie@mercantour-parcnational.fr

☎ : 04.93.03.23.15

Article 4 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles dans les conditions mentionnées aux articles L.170-1 et suivants du code de l'environnement, notamment par les agents de l'Établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 5 : Autres obligations

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du Parc national. Elle ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur.

Article 6 : Sanctions

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

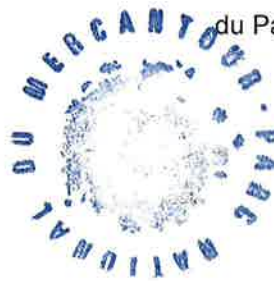
Article 7 : Responsabilité

L'Établissement public du Parc national du Mercantour décline toute responsabilité concernant la sûreté et la sécurité de l'activité.

Article 8 : Publication

La présente autorisation sera notifiée au bénéficiaire et publiée pour l'information des tiers au recueil des actes administratifs de l'Établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 18 août 2020



La directrice
du Parc national du Mercantour


Aline COMEAU

Copies :
- service territorial Vésubie
- M. Fournier

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.

